



Mines Alert Canada



RAPPORT ANNUEL 2002



MiningWatch Canada

Mines Alerte

*City Centre, 508-880 Rue Wellington
Ottawa, Ontario
Canada K1R 6K7
tél. +(613) 569-3439
fax: +(613) 569-5138
e-mail: canada@miningwatch.ca
url: www.miningwatch.ca*

Couverture, dans le sens des aiguilles d'une montre à partir du haut : camp et installations portuaires du projet Voisey's Bay, à Voisey's Bay au Labrador, septembre 2002 (photo Don Blake/Nation Innu); des producteurs de mangues manifestent à Tambogrande, au Pérou (photo Les Ami-e-s de la Terre); pipeline transportant les rejets de cyanure de la mine d'or de la Hemco Nicaragua (compagnie minière connue auparavant sous le nom de Greenstone Resources) à Bonanza, au Nicaragua (photo Anneli Tolvanen); chevalement de la mine abandonnée par la compagnie Citadel, près de Wawa en Ontario. (Photo Northwatch)

Mines Alerte

Mines Alerte (MiningWatch Canada – MWC) est une initiative pancanadienne qui reçoit l'appui d'organisations environnementales, autochtones, syndicales et de justice sociale issues de tous les coins du pays. Elle répond à la nécessité pressante d'opposer une réaction coordonnée et d'intérêt public aux dangers que représentent les politiques et les pratiques minières irresponsables pour la santé publique, la qualité de l'air et de l'eau, l'habitat des poissons et de la faune et les intérêts de la collectivité, au Canada et partout dans le monde.

La mission de Mines Alerte :

- rendre les pratiques d'exploitation minières soient compatibles avec des objectifs de santé écologique et de collectivités durables;
- renforcer les compétences techniques et stratégiques au sein des collectivités et des organisations ayant à subir les impacts de l'exploitation minière;
- imposer des conditions générales appropriées à l'industrie minière et, lorsque c'est nécessaire, empêcher le développement de projets pouvant porter atteinte à des régions de grande importance écologique, économique et culturelle;
- préconiser des politiques susceptibles d'améliorer l'efficacité du développement minier et d'en réduire les risques.

Buts :

- apporter des modifications aux lois, aux politiques, aux règlements et à la bureaucratie fédérale, lesquels laissent place à certaines pratiques minières irresponsables par des entreprises canadiennes au Canada et à l'étranger;
- développer la capacité des militants à intervenir stratégiquement afin de promouvoir des pratiques minières responsables et mettre un frein aux pratiques irresponsables;
- mobiliser la population à la prise de conscience et à l'action en faveur de pratiques minières responsables sur les plans national et international;
- responsabiliser davantage les investisseurs face aux répercussions de leurs investissements miniers sur l'environnement et sur les collectivités humaines au Canada et à l'étranger.

Stratégies :

- soutenir et développer les capacités des collectivités et des organisations régionales et habiliter celles-ci à se soutenir entre elles;
- analyser et expliquer les rouages de l'industrie minière quant à ses coûts environnementaux et sociaux, à l'intervention des gouvernements, au cycle de vie des minéraux et aux relations publiques;
- former des coalitions et des partenariats dans le but de faire changer les politiques, les lois et les comportements institutionnels;
- maintenir et développer notre compétence organisationnelle.

Message du personnel du bureau national

Nous avons connu une année pleine et stimulante pour l'organisation. Nous avons assisté à la montée au Canada d'un leadership fort et mieux informé des questions minières. En cette année où l'industrie s'attendait à voir un élargissement de son « permis social d'exploiter » à la suite de la publication du rapport tant vanté du projet Mines, Minerals and Sustainable Development (MMSD) et de la tenue du congrès de l'industrie minière dont le thème était *Resourcing the Future*, nous avons réussi à mettre de l'avant dans tous les débats la question clé des

énormes coûts sociaux et environnementaux de l'exploitation minière.

Points saillants

Site Web :

Le site Web de Mines Alerte témoigne du succès de notre organisation. Cette année, l'achalandage global de notre site Web a augmenté de 300 %, ce qui représente la même de croissance que l'année précédente. Les visiteurs du site viennent de partout dans le monde et d'une vaste gamme d'adresses organisationnelles et institutionnelles aussi bien que personnelles. La quantité de documents disponibles a également augmenté. Le site contient actuellement environ deux cents pages Web et plus d'une centaine de documents téléchargeables, sans compter les galeries de photos et les cartes de drainage minier acide.

Colloques et ateliers :

Outre le colloque d'octobre *Strengthening Our Voices*, nous avons tenu au cours de l'année des ateliers portant sur des problèmes miniers canadiens dans le cadre du congrès de *People and the Planet*, au bénéfice du *Taiga Rescue Network*, lors de la rencontre des militants du groupe *Conservation Activists*, ainsi que dans le cadre d'activités scolaires et de cours universitaires. Nous avons aussi assumé la responsabilité de l'atelier sur le libelle et son effet de « douche froide », ainsi que du colloque du CERLAC (*Centre for Research on Latin America and the Caribbean*).

Mines abandonnées :

L'Initiative pour les mines orphelines/abandonnées situées au Canada est un comité qui a vu le jour l'an dernier à la suite d'un colloque dont nous avons collaboré à l'organisation. Cette initiative relève du Groupe de travail intergouvernemental des ministres responsables des mines qui l'a créée. Son financement se fait sur une base empirique. Mines Alerte est l'une des deux organisations représentant le Réseau canadien de l'environnement (RCE) qui siègent à ce comité, lequel comprend également deux représentants des nations autochtones. En 2002, trois groupes d'étude ont été mis sur pied et mandatés pour préparer des rapports en vue de la rencontre annuelle des ministres responsables des mines prévue pour septembre. Ces rapports portaient sur la participation de la collectivité, les obstacles législatifs à la coopération et le répertoire national. On a également créé pour 2003 un nouveau groupe de travail chargé d'examiner les modèles de financement pour la restauration des mines abandonnées.

Toxicité minière :

Nous avons aussi participé à des ateliers scientifiques sur la toxicité minière, organisés pour la plupart par le gouvernement : l'atelier technique sur l'arsenic, les ateliers sur la neutralisation des eaux de

drainage des mines, l'atelier sur la toxicité des effluents miniers. De même, nous avons participé au processus à intervenants multiples autour de la Loi sur les pêches, y compris aux modifications du règlement sur les effluents des mines de métaux.

Actions visant à inscrire les impacts de l'activité minière dans les priorités politiques fédérales :

Nous avons collaboré avec le caucus sur les substances toxiques du RCE afin de faire inclure l'activité minière dans l'Inventaire national des rejets de polluants. Le ministre de l'Environnement a indiqué qu'un nouveau processus à intervenants multiples sera mis en



Déversement à la mine de la compagnie TVX à Stratonis en Grèce, décembre 2002. (Photo Maria Kadoglu)

œuvre à cet effet l'an prochain. Nous avons aussi participé au soutien d'une taxe sur les substances toxiques – une taxe d'accise fédérale destinée à dissuader les pollueurs – par l'entremise de la Coalition du budget vert. Cette année, nous avons témoigné devant le Comité permanent de l'environnement et du développement durable et devant le Comité permanent des finances.

Solidarité internationale

Marcopper (Philippines) :

Nous avons continué de rappeler publiquement les dangers de la mine Marcopper. En janvier, lors du séjour au Canada de la présidente philippine Arroyo et du député Edmund Reyes, nous sommes intervenus pour que la question soit abordée par le premier ministre Jean Chrétien. Nous avons étudié les questions techniques avec une équipe du United States Geological Survey (USGS) et nous avons soulevé la question à l'assemblée générale annuelle de la société Placer Dome en avril.

Bulyanhulu (Tanzanie) :

Nous continuons d'exiger une enquête indépendante sur les évictions forcées et les présumées mortalités survenues à la mine Bulyanhulu en Tanzanie. Nous avons organisé une mission d'enquête composée de représentants d'ONG sous la direction de Kathleen Mahoney, doyenne par intérim de la faculté de droit de l'Université de Calgary et présidente de Droits et Démocratie, qui a eu lieu en mars. Même si l'accès au site a été interdit aux membres de la mission, ceux-ci ont pu mener un certain nombre d'entrevues avec des survivants. Nous avons aussi organisé, en juin, la visite à Edmonton de Tundu Lisu, l'avocat de LEAT qui avait enquêté sur ce cas.

TVX (Grèce) :

Nous avons mandaté l'éminent géologue Bill Mackasey pour étudier les problèmes d'affaissement sur les sites miniers canadiens, et nous avons maintenu la question dans l'actualité.

Tambogrande (Pérou) :

Nous avons invité le leader de l'opposition au projet de mine d'or de la Manhattan Minerals à Tambogrande, Francisco Ojeda, à prendre la parole au colloque du CERLAC, après quoi nous l'avons aidé à rencontrer des journalistes, des représentants du gouvernement et des ONG à Toronto et à Ottawa. Nous avons aussi contribué à obtenir la présence d'observateurs canadiens lors du plébiscite de juin.

Gabriel Resources (Roumanie) :

Conjointement avec les Amis de la Terre et Greenpeace, nous avons organisé, à la fin de septembre, la visite de Codruta Nedelcu, géologue à l'emploi du groupe de citoyens Alburnus Maior, à Toronto et Ottawa, où il a pu rencontrer des fonctionnaires gouvernementaux, des journalistes et des personnes intéressées.

Réseaux :

Mines Alerte est membre actif du comité directeur du Western Mining Activist Network et collabore avec le Mineral Policy Centre et Project Underground, aux États-Unis, ainsi qu'avec le Mineral Policy Institute, en Australie, sur un certain nombre de dossiers internationaux. Nous travaillons aussi en étroite collaboration avec l'Indigenous Environmental Network (IEN) en Amérique du Nord, et avec un vaste réseau d'organisations non gouvernementales en Afrique, en Amérique centrale et en Amérique du Sud, dans le Pacifique Sud et en Asie du Sud-Est.

Les membres du conseil d'administration et le personnel

Nous avons connu des changements tant au conseil d'administration qu'au sein du personnel. Daniel Ashini, Joe Tsannie, Yves Rochon et Ken Traynor ont quitté le conseil d'administration. Leur énergie et leur sagesse nous manqueront. Ils ont été remplacés par Will David, Yasmin Jiwani, Richard Nuna et Serge Ashini Goupil. En juin, le personnel de Mines Alerte s'est par ailleurs accru d'une employée à plein temps, Mel (Mélanie) Quevillon, coordonnatrice pour le programme canadien. Nous sommes ravis de travailler avec elle. Tout au long de l'année, d'autres membres du personnel ont assumé certains aspects de l'organisation régionale. Nous sommes conscients qu'il s'agit d'une responsabilité partagée, mais la responsabilité principale sera assumée par Mel. Cet automne, Mel s'est rendue à Nitassinan ainsi qu'à Winnipeg, à North Bay et à Sudbury. Trilingue, elle maîtrise parfaitement le français, l'anglais et l'espagnol, en plus de bien fonctionner avec les communautés autochtones. Le reste du personnel est le même, soit Jamie Kneen, Catherine Coumans et Joan Kuyek, qui composent le personnel du programme, et Larry Frazer, notre comptable.

Nous avons également fait appel à des employés contractuels, cette année. Ainsi, nous avons pu bénéficier de l'apport de Carrie Grable, à qui nous avons demandé d'examiner la façon dont l'activité minière a été enseignée dans les écoles et d'élaborer un projet visant à intervenir à ce niveau et à créer des contenus plus approfondis. Pendant l'été, nous avons embauché une étudiante, Sara Alstedt, pour entrer des données sur Noranda et d'autres compagnies minières dans la banque de données Motherlode.

Une année dans la vie de Mines Alerte

Janvier – Publication de *The Boreal Below: Mining Issues and Activities in Canada's Boreal Forest Region* sur CD et sur le site Web. Jamie participe à la rencontre des activistes miniers pour la région de l'Amérique du Sud, à Santiago, au Chili. Un député philippin, Edmund Reyes, accompagne la présidente Arroyo à Ottawa et met l'accent pendant cette visite sur le triste héritage laissé par Placer Dome à Marinduque.

Février – Joan est invitée à prononcer la conférence Peter McGregor à Sault Ste. Marie. Nous participons à une rencontre de la Saint-Valentin sur les diamants de la guerre. Préoccupés par la question du frein que constitue la crainte des poursuites en libelle,

nous organisons pour nous-mêmes et pour d'autres représentants d'organisations non gouvernementales présentes à Ottawa un atelier subventionné par Inter Pares et animé par l'avocat Brian MacLeod Rogers, qui possède une vaste expérience juridique dans le domaine du libelle. Nous présentons un mémoire au Comité permanent de l'environnement et du développement durable sur les modifications à apporter à la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale. Jamie participe au Forum Canada-Afrique du

Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI).

Mars – Notre assemblée générale annuelle, qui se tient à Vancouver, comprend des ateliers sur les mines abandonnées; une visite à la communauté voisine de la mine Britannia nous offre un gros plan du problème à la pire source de pollution par le métal en Amérique du Nord. Le conseil d'administration tient une réunion de deux jours à la suite de cette visite. Plus tard, Joan participe à Toronto à des rencontres avec le Forum mondial des ministres responsables des mines et le Comité consultatif



De gauche à droite : Francisco Ojeda, David Szablowski et Nedjo Rogers au colloque du CERLAC, Université York, mai 2002. (Photo J. Kneen)

national sur les mines orphelines et abandonnées. Mines Alerte contribue à l'organisation de la mission d'enquête d'ONG à Bulyanhulu en Tanzanie et en fait partie.

Avril – Joan prend la parole devant les participants à un colloque sur la mondialisation et l'exploitation minière tenu à Sudbury et parrainé par les Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA), section locale 598. Catherine participe à une rencontre du groupe de travail sur la neutralisation des eaux de drainage des mines (MEND), sous l'égide de Ressources naturelles Canada (RNCAN).

Mai – Nous comparaissons devant le Comité permanent des finances en compagnie de la Coalition du budget vert pour parler des obligations à l'égard du nettoyage des mines abandonnées. Un colloque organisé conjointement avec le CERLAC et portant sur les compagnies minières canadiennes présentes en Amérique latine obtient un vif succès. Ensuite, huit militants latino-américains de la question des mines se rendent à Ottawa pour rencontrer des représentants du gouvernement et de plusieurs ONG. Catherine se rend à Bali, en Indonésie, où elle participe à une rencontre d'activistes de l'Asie du Sud-Est ainsi qu'à la rencontre du comité préparatoire au Sommet mondial de Johannesburg sur le développement durable (4^e session préparatoire). Nous participons aux assemblées générales annuelles du CCCI et du Réseau canadien de l'environnement (RCE). Ted Kombo du Kenya se rend à Ottawa pour y parler du projet minier de Tiomin Resources de Shimoni. Nous participons à la réunion du Canadian Boreal Trust et nous dirigeons un atelier lors de la rencontre du groupe Conservation Activists.

Juin – Mélanie (Mel) Quevillon entre au service de Mines Alerte. Une « boîte à outils » sur l'élimination des résidus sous-marins, rédigée par Catherine conjointement avec Project Underground, est rendue publique. Elle est conçue pour aider les communautés affectées par le rejet de résidus miniers dans les océans et contient un certain nombre d'études de cas, allant de l'Indonésie à la Papouasie-Nouvelle-Guinée en passant par les Philippines.

Nous présentons deux ateliers au congrès de *People and the Planet*, à Kingston, Ontario. Jamie participe au sommet de l'Indigenous Environmental Network à Mole Lake, au Wisconsin. Joan participe à la réunion stratégique de Partenariat Afrique Canada sur les diamants de guerre. Avec un taux de participation de 70 %, les résidents de Tambogrande au Pérou se prononcent à 94 % contre l'activité minière et en faveur de l'agriculture.

Juillet – Le Globe and Mail fait un reportage sur l'inventaire fédéral des sites contaminés; nous rédigeons un communiqué de presse conjointement avec le Sierra Club. Une paroi de fosse s'effondre à la mine de Cameco à Kumtor au Kirghizistan, tuant un travailleur.

Septembre – La Roumaine Codruta Nedelcu fait un séjour chez nous pour discuter du projet de mine de Gabriel Resource à Rosia Montana, en Roumanie. Nous participons à l'assemblée du Taiga Rescue Network à Winnipeg et y présentons un atelier.

Octobre – À Winnipeg se tient la rencontre face à face de notre conseil d'administration ainsi que le colloque *Strengthening Our Voices*. Ce colloque réunit autour d'activités de formation et de planification stratégique soixante-huit leaders (dont 44 % sont des leaders autochtones) représentant des communautés et des organisations qui réclament des pratiques minières plus responsables. Les évaluations de l'atelier ont été très positives, et nous savons que les participants sont restés en contact les uns avec les autres ainsi qu'avec nous.

Mel et Carrie se rendent à Sudbury pour y rencontrer des représentants de la communauté. Le rapport du Vérificateur général sur les mines abandonnées dans le Nord est rendu public; il confirme ce que nous avons toujours dit sur ces sites toxiques – nous tenons une conférence de presse avec le Comité canadien des ressources arctiques et le Sierra Club.

• La conseillère de la conformité et ombudsman de la Banque mondiale présente son rapport sur le déplacement de population forcé à Bulyanhulu.

• Une initiative de recherche majeure entreprise conjointement avec l'Institut Pembina porte fruit. En effet, le rapport *Sous la surface : Une estimation de la valeur du soutien public aux mines de métaux au Canada*, est rendu public à Vancouver, Whitehorse, Ottawa et Toronto.

• Mel visite la communauté Innu de Sheshatshiu, mais Inco lui refuse l'entrée sur le site du projet Voisey's Bay.

• Nous participons à une rencontre de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE) à Ottawa.

Novembre – Nous participons à des réunions de l'Initiative d'Halifax et du Comité consultatif national sur les mines orphelines et abandonnées, à l'atelier de RNCAN sur l'arsenic, à l'atelier sur les indicateurs utilisés par RNCAN et au Front commun sur l'Organisation mondiale du commerce.

Décembre – Catherine est à Vancouver où elle participe à une réunion du comité directeur du MEND, à des ateliers sur l'exhaure de formations rocheuses acides et au symposium sur les droits de la personne aux Philippines. Jamie participe à la séance du conseil des TCA sur l'activité minière, à Toronto. La mine de plomb et zinc de la TVX Gold en Grèce commence à déverser de vastes quantités de résidus miniers contaminés dans la baie jusque-là épargnée de Ierissos.

Nous tenons à remercier toutes les organisations et les personnes suivantes qui nous ont aidés au cours de la dernière année :

Walter and Duncan Gordon Foundation

Fondation EJLB

The Canadian Boreal Trust

The Metcalf Foundation

Fondation de la famille Samuel et Saidye Bronfman

Inter Pares

Développement et Paix

Droits et Démocratie

Kairos: initiatives canadiennes œcuméniques pour la justice

Brainerd Foundation

Sara Alstedt

Carrie Grable

Center for Science in Public Participation

Centre de recherches pour le développement international

Centre for Research on Latin America and the Caribbean

Fonds de justice sociale des TCA

Conseil des mines des TCA

Fonds humanitaires des Métaux

Roch Tassé

Fonds du primat pour le secours et le développement mondial

Training Resources for the Environmental Community

Conseillers

Stephen Hazell

Ovide Mercredi

Donna Mergler, D. Ph.

L'honorable Lois M. Wilson, ministre

Moira Hutchinson

Isobel W. Heathcote, D. Ph.

Le chef Earl Commanda

Conseil d'administration

Mines Alerte est une société sans but lucratif immatriculée au fédéral. Les administrateurs possèdent des connaissances spécialisées et de l'expérience dans divers domaines : les sciences de la terre, les sciences de la santé, le droit des ressources naturelles, l'action militante, la gestion et le financement organisationnels, le développement international et les questions autochtones. Les personnes membres du conseil relèvent des organisations membres de Mines Alerte dans leur

ensemble et ne représentent pas, dans l'exercice de leurs fonctions d'administrateurs, les intérêts spécifiques de leur propre organisation.

Coprésidents

Alan Young, Victoria, Colombie-Britannique

Directeur général, Environmental Mining Council of BC

Brennain Lloyd, North Bay, Ontario

Directrice générale, Northwatch

Trésorière

Jean Symes, Ottawa, Ontario

Agente de programme, Inter Pares

Secrétaire

Kevin O'Reilly, Yellowknife, Territoires-du-Nord-Ouest

Directeur de recherche, Comité canadien des ressources arctiques

Directeurs

Lorraine Michael, St. John's, Newfoundland

Directrice générale, Women in Resource Development

Evelyn Baxter-Robinson, Thunder Bay, Ontario

Coordonnatrice – Territoire et ressources, Nation Nishnawbe

Aski

Sarah Johnnie, Carmacks, Yukon

Conseillère

Sue Moodie, Whitehorse, Yukon

Toxicologue, CCSG Consulting

Ken Luckhardt, Toronto, Ontario

Travailleurs canadiens de l'automobile – Service international et

Fonds de justice sociale

William David, Territoire mohawk d'Akwesasne

Ingénieur en environnement

Yasmin Jiwani, Montréal, Québec

Professeur de communications, Université Concordia

Richard Nuna, Sheshatshiu, Labrador

Agent de l'environnement, Nation Innu

Serge Ashini Goupil, Sept-Îles, Québec

Conseiller

Membres en 2002

Association canadienne du droit de l'environnement

Bathurst Sustainable Development

Citizens' Mining Council of Newfoundland

Comité canadien des ressources de l'Arctique

Développement et Paix

Environmental Mining Council of British Columbia

Fédération canadienne de la nature

Fonds humanitaire des Métallos

Fonds de justice sociale des travailleurs et travailleuses de l'automobile

Inter Pares

Kairos : initiatives canadiennes œcuméniques pour la justice

La Nation Innu

Northwatch

Sierra Club of Canada

Sierra Legal Defence Fund

Société pour la nature et les parcs

Yukon Conservation Society



Pamela Malone et Laurie Weahkee (assise), membres de SAGE Council, exposent la méthode dite de la « carte du pouvoir » lors du Sommet minier autochtone d'Amérique du Nord (North American Indigenous Mining Summit), à Mole Lake au Wisconsin.

(Photo J. Kneen)



MiningWatch Canada staff, from left to right: National Coordinator Joan Kuyek, Research Coordinator Catherine Coumans, Communications Coordinator Jamie Kneen, and Coordinator of the Canada Program Mel Quevillon

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Présenté aux membres
MiningWatch Canada / Mines Alerte Canada

Nous avons vérifié le bilan de MiningWatch Canada / Mines Alerte Canada au 31 décembre 2002 et l'état des recettes et dépenses pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe aux administrateurs de l'organisation. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempt d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondage des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par les administrateurs, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'organisation au 31 décembre 2002 et des résultats d'exploitation, ainsi que des changements dans la situation financière pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux conventions comptables généralement reconnus au Canada.

Ottawa (Ontario)
Le 4 février 2003

OUSELEY HANVEY CLIPSHAM DEEP LLP
Comptables agréés

MININGWATCH Canada / MINES ALERTES Canada

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2002

	2002	2001
ACTIFS À COURT TERME		
Encaisse	\$ 67 972	\$ 96 855
Débiteurs	13 142	37 050
Charges payées d'avance	1 296	1 296
	<u>\$ 82 410</u>	<u>\$ 135 201</u>
PASSIF À COURT TERME		
Créditeurs et charges à payer	\$ 12 739	\$ 6 839
Produit comptabilisé d'avance (note 2)	34 632	99 852
	<u>47 371</u>	<u>106 691</u>
NOUVEAUX ACTIFS		
Solde – début de l'exercice	28 510	10 125
Excédent des revenus sur les dépenses pour l'exercice	6 529	18 385
	<u>35 039</u>	<u>28 510</u>
	<u>\$ 82 410</u>	<u>\$ 135 201</u>

MININGWATCH Canada / MINES ALERTES CanadaÉTAT DES RECETTES ET DÉPENSES
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002

	2002	2001
RECETTES		
Subventions	\$ 36 000	\$ 36 700
Générées par les programmes	125 752	106 621
Subventions de fondations	276 220	229 350
Adhésions, intérêts et autres	6 442	6 592
	444 414	379 263
DÉPENSES		
Coordination des réunions du conseil	29 898	19 801
Congrès et réunions	47 249	1 376
Soutien technique et démarrage	41 912	45 129
Publicité et publications	43 695	13 164
Programme international	107 909	117 930
Programme interne	86 163	89 790
Exploitation	25 427	27 672
Administration	55 632	46 016
	437 885	360 878
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES POUR L'EXERCICE	\$ 6 529	\$ 18 385

MININGWATCH Canada / MINES ALERTES CanadaNOTES ACCOMPAGNANT L'ÉTAT FINANCIER
LE 31 DÉCEMBRE 2002

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

a) Organisation

MiningWatch Canada / Mines Alerte Canada a été incorporé sans capital-action le 11 juin 1999 en vertu des lois canadiennes. MiningWatch Canada / Mines Alerte Canada est une organisation non gouvernementale spécialisée dans la promotion du développement responsable des mines et des ressources minérales. MiningWatch Canada / Mines Alerte Canada offre des activités de soutien aux organisations nationales et mondiales en mettant l'accent sur l'intégrité économique, sociale, écologique et culturelle. L'organisation fonctionne sur une base non lucrative et n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu fédéral ni à l'impôt provincial.

b) Immobilisations

L'organisation suit la convention comptable qui consiste à inscrire à titre de dépense le coût des immobilisations acquises au cours de l'exercice. Les dépenses pour l'exercice reliées à l'acquisition d'équipement informatique et de fournitures se chiffraient à 2 760 \$ (2001 - \$ 2 500).

c) Constatation des produits

L'organisation suit la méthode de report des contributions.

2. PRODUIT REPORTÉ

Le produit reporté représente le financement reçu avant la fin de l'exercice et qui se rapporte à l'exercice suivant.

3. CRÉDITS ENGAGÉS

L'organisation a un engagement de location à l'égard de locaux à bureaux qui expire le 30 avril 2004. Les paiements de location annuels, y compris les coûts de fonctionnement, sont d'environ 9 000 \$. L'organisation a aussi un engagement de location envers le réseau téléphonique qui expire en 2006. Les paiements de location annuels sont d'environ 800 \$.